

<http://divergences.be/spip.php?article4689>



# Les Palestiniens pourraient décider des élections israéliennes.

- Aujourd'hui - 2026 - juillet-Aout 2026 -

Date de mise en ligne : dimanche 26 juillet 2026

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

Origine [+972mag](#) 24 juillet 2026

Les Palestiniens pourraient décider des élections israéliennes. Mais leurs partis sont dans une impasse

Les conflits fondamentaux sur la manière d'utiliser le pouvoir politique pourraient ne pas être résolus à temps pour former une nouvelle liste commune" et les partis concurrents sont prêts à en tirer profit.

Obada Shibly n'en pouvait plus. Après qu'un adolescent l'ait été abattu dans une épicerie de Jaffa fin juin " l'un des plus de 140 citoyens palestiniens tués cette année seulement " le professionnel de la santé palestinien s'est rendu sur Instagram pour exprimer sa frustration. "Pourquoi un garçon de 16 ans, abattu et couvert de sang, crie-t-il une phrase avant de mourir : 'Qu'ai-je fait ?'" il a demandé dans un vidéo il a posté sur son compte.

Puis Shibly a dirigé sa colère sur le épidémie de criminalité organisée tourmenter les communautés palestiniennes en Israël vers une cible explicite : les membres arabes de la Knesset. "Nous, le peuple, avons décidé que vous deviez être d'une seule main", a-t-il déclaré. "Soit vous vous unissez, soit aucun d'entre vous ne devrait demander notre vote."

La vidéo de Shibly est rapidement devenue virale parmi les citoyens palestiniens, recueillant plus de 14 000 likes et plus de 678 000 vues. Son appel a capturé un sentiment brut de plus en plus difficile à ignorer pour les politiciens palestiniens en Israël. Alors que les élections nationales sont prévues pour octobre, la pression monte sur les quatre partis arabes " Hadash, Balad, Ta'al et Ra'am " pour qu'ils se présentent comme les Liste commune, l'alliance qui rassemblait autrefois des mouvements présentant de vastes différences idéologiques et qui, à son apogée en 2020, a remporté 15 sièges historiques à la Knesset.

Mais depuis que les quatre partis ont annoncé leur intention de relancer la liste en janvier, après une manifestation de masse contre le crime organisé à Sakhnin, ils sont en proie à des divisions fondamentales.

Le président de Ra'am, Mansour Abbas, a engagement recherché des trois autres partis qu'il pourrait séparer de la Liste commune afin de rejoindre une coalition anti-Netanyahu, et qu'ils soutiendraient le gouvernement de l'extérieur. Hadash, Balad et Ta'al n'ont pas voulu accepter cette condition, et Hadash a annoncé début juin qu'eux, avec Ta'al et Balad, prévoit d'aller de l'avant avec le rétablissement de la Liste commune sans Ra'am, notant que "la porte était encore ouverte à l'adhésion de Ra'am" avant les élections.

En effet, la reconstruction de la Liste commune pourrait s'avérer plus difficile aujourd'hui qu'à n'importe quel moment depuis sa création en 2015. Les partis sont divisés non seulement par des rivalités sur les candidats, les sièges ou la direction, mais aussi par deux idées de plus en plus incompatibles sur la manière dont le pouvoir politique palestinien devrait être utilisé au sein du système politique israélien.

Les membres de la Liste commune sont vus lors des célébrations au siège de la Liste commune dans la ville de Nazareth, dans la nuit des élections générales israéliennes, le 17 mars 2015. (Akrm Drawshi/Activéstills)

Les membres de la Liste commune sont vus lors des célébrations au siège de la Liste commune dans la ville de Nazareth, dans la nuit des élections générales israéliennes, le 17 mars 2015. (Akrm Drawshi/Activéstills)

Abbas, qui est entré dans l'histoire en 2021 en rejoignant la coalition gouvernementale israélienne, soutient que

précisément parce qu'aucune coalition gouvernementale favorable n'est proposée, Les citoyens palestiniens doivent utiliser leur poids électoral pour négocier tous les gains concrets qu'ils peuvent obtenir. Les dirigeants des trois autres partis tirent une conclusion presque opposée : Rejoindre un tel gouvernement risque de transformer les partis arabes en un filet de sécurité pour une autre coalition sioniste plutôt qu'en une source de pouvoir pour leur propre communauté, et confère une légitimité à un système politique qui ne reconnaît pas les citoyens palestiniens comme un collectif national égalitaire.

"L'un d'eux dit : Nous voulons de l'influence, même par l'intermédiaire de la coalition ou de l'intérieur du gouvernement. L'autre dit : Nous devons rester dans l'opposition, ou tout au plus soutenir l'extérieur", a expliqué Shirin Younis, journaliste chevronnée et experte de la politique israélienne. "Le public veut l'unité, mais politiquement, réunir ces deux approches en une seule liste est devenu très difficile."

Ce désaccord revêt un poids particulier à l'approche des prochaines élections. La participation palestinienne pourrait déterminer si le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et ses alliés d'extrême droite restent au pouvoir, et ils pourraient prendre des mesures drastiques pour contenir et supprimer le pouvoir de vote palestinien. Pourtant, de nombreux hommes politiques sont en mesure de les remplacer – des chiffres tels que Naftali Bennett, Avigdor Liberman, Gadi Eisenkot, et Yair Lapid – n'offrent pas une approche fondamentalement différente des droits des Palestiniens.

Pendant ce temps, de nouveaux acteurs, dont les démocrates et le parti judéo-arabe Une place pour nous tous, voient également une ouverture parmi les électeurs arabes désillusionnés par les partis traditionnels. Tout comme le vote palestinien en Israël pourrait avoir plus de conséquences que jamais, la bataille pour capter ce vote – et déterminer ce qu'il devrait servir à accomplir – est devenue plus fragmentée que jamais.

Qu'est-ce qui compte comme influence ?

Les visions concurrentes qui divisent aujourd'hui la politique palestinienne en Israël sont enracinées dans des traditions politiques distinctes.

Hadash, connu dans son intégralité sous le nom de Front démocratique pour la paix et l'égalité, est la plus ancienne force organisée de ce paysage. Formé en 1977 par le Parti communiste israélien, dont les racines remontent au début du XXe siècle, Hadash se définit comme un front socialiste judéo-arabe engagé en faveur de l'égalité, mettant fin à l'occupation, et garantir les droits civils et nationaux des citoyens palestiniens. Sa longue histoire lui a conféré un statut de "grand frère" dans la politique arabe, malgré les critiques argumenter que le parti a perdu une grande partie de son élan d'antan ces dernières années.

Yousef Jabareen assiste à une réunion Hadash-Ta'al à la Knesset, à Jérusalem, le 6 juillet 2026. (Yonatan Sindel/Flash90)

Yousef Jabareen assiste à une réunion Hadash-Ta'al à la Knesset, à Jérusalem, le 6 juillet 2026. (Yonatan Sindel/Flash90)

Balade, fondée au milieu des années 1990 par des intellectuels, des militants et des personnalités nationales palestiniennes, est issue d'une tradition de nationalisme palestinien de gauche et populaire. Il met l'accent sur les droits collectifs, l'identité palestinienne et l'objectif de transformer Israël en un État de tous ses citoyens – et en tant que tel, il a également été l'un des partis arabes les plus agressivement ciblés de la politique israélienne, confronté à plusieurs reprises campagnes de diffamation et tentatives à disqualification.

Après une séparation de dernière minute avec Hadash en 2022, Balad s'est présenté seul et n'a pas réussi de peu à franchir le seuil électoral. Aujourd'hui, cependant, ses dirigeants semblent confiants quant à la force renouvelée de sa base électorale.

Ta'al, le Mouvement arabe pour le changement, est étroitement identifié à son dirigeant de longue date Ahmad Tibi, l'un des hommes politiques palestiniens les plus éminents d'Israël. Bien qu'il s'agisse formellement d'un parti politique indépendant, Ta'al fonctionne moins comme un parti conventionnel doté de larges structures internes que comme un véhicule politique centré autour de Tibi lui-même.

Malgré leurs différences, Hadash, Balad et Ta'al ont généralement partagé une politique d'opposition, recherchant une influence parlementaire conditionnelle auprès de coalitions dirigeantes extérieures. C'est ce qui les distingue le plus clairement de la Liste arabe unie, connue sous son acronyme hébreu Ra'am, issu de la branche sud du mouvement islamique en Israël.

Le Mouvement islamique lui-même s'est divisé dans les années 1990 sur la participation aux élections à la Knesset : la branche sud a choisi la politique parlementaire, tandis que la branche nord a continué à boycotter les élections nationales et a été interdit par le gouvernement israélien en 2015. Dans sa volonté non seulement de se présenter aux élections mais aussi de négocier avec les gouvernements israéliens, Abbas a poussé la stratégie parlementaire de Ra'am plus loin que n'importe quel dirigeant précédent.

Pourtant Abbas insiste sur le fait que les approches concurrentes des parties palestiniennes israéliennes ne rendent pas nécessairement la coopération impossible. "En fin de compte, il pourrait s'agir d'une liste avec deux approches, ou de deux listes qui agissent par le biais d'accords de coopération et de coordination", a-t-il déclaré à +972.

Le chef du parti Ra'am, Mansour Abbas, dirige une réunion de faction à la Knesset à Jérusalem, le 5 juin 2023. (Yonatan Sindel/Flash90)

Le chef du parti Ra'am, Mansour Abbas, dirige une réunion de faction à la Knesset à Jérusalem, le 5 juin 2023. (Yonatan Sindel/Flash90)

Au cours de notre conversation, Abbas a souligné à plusieurs reprises qu'il n'excluait pas une liste commune quadripartite. Mais une telle alliance devrait contenir une contradiction qui n'a fait que s'accroître depuis Ra'am a rejoint la coalition Bennett-Lapid en 2021 : Abbas reste disposé à négocier, soutenir ou même rejoindre un autre gouvernement anti-Netanyahu s'il estime que cela créera des gains tangibles pour les citoyens palestiniens.

Pour Balad, c'est précisément là le problème. Sami Abu Shehadeh, le chef du parti, rejette l'hypothèse selon laquelle le camp anti-Netanyahu devrait être traité comme un partenaire politique simplement parce qu'il s'oppose à Netanyahu. "La société juive israélienne est une société raciste ; les dirigeants des deux camps, ceux qui sont avec Netanyahu et ceux qui sont contre Netanyahu, ne nous voient pas comme un acteur légitime", a-t-il soutenu. "J'aimerais qu'il y ait un candidat au poste de Premier ministre en Israël qui ait une approche humaine fondamentale de sa politique."

Hadash parvient à une conclusion similaire, bien que dans un langage quelque peu différent. Yousef Jabareen, qui est en tête de liste du parti pour cette élection, soutient que le gouvernement actuel n'est pas une aberration mais l'expression d'un changement beaucoup plus large dans la politique israélienne. "Les positions et déclarations racistes se sont infiltrées dans le courant dominant israélien", a-t-il déclaré "ainsi qu'une vision des Arabes fondée sur la suspicion et l'hostilité"

Le scepticisme d'Abou Shehadeh et de Jabareen est renforcé par les déclarations des hommes politiques les plus susceptibles de constituer une alternative à Netanyahu. Naftali Bennett l'a fait à plusieurs reprises que tout futur gouvernement qu'il dirigera devra être sioniste et exclure les partis arabes. Avigdor Liberman, un autre partenaire potentiel d'une coalition anti-Netanyahu, a une histoire encore plus longue de délégitimation de la participation politique palestinienne, notamment en décrivant les législateurs arabes comme un "cinquième colonne."

Pour Abu Shehadeh, de telles déclarations révèlent la contradiction centrale à laquelle sont confrontés les électeurs palestiniens : le camp anti-Netanyahu pourrait avoir besoin d'une forte participation arabe pour vaincre le gouvernement actuel, mais ils rejettent le pouvoir politique arabe indépendant comme base légitime pour gouverner. Le désaccord entre les partis arabes ne porte pas vraiment sur l'importance de l'influence politique. Il s'agit de savoir ce qui compte en premier lieu comme influence et si le fait d'entrer dans les salles où le pouvoir est exercé en donne nécessairement davantage aux citoyens palestiniens.

Le Premier ministre Naftali Bennett et le chef du parti Ra'am Mansour Abbas dans la salle de réunion du parlement israélien le 21 juin 2021. (Olivier Fitoussi/Flash90)

Le Premier ministre Naftali Bennett et le chef du parti Ra'am Mansour Abbas dans la salle de réunion du parlement israélien le 21 juin 2021. (Olivier Fitoussi/Flash90)

'Imaginez si la participation arabe était de 70 pour cent'

L'électorat juif israélien étant divisé entre deux blocs largement retranchés – l'un fidèle à Netanyahu et l'autre déterminé à le destituer – les deux camps ont relativement peu de marge de manœuvre pour s'étendre en gagnant des électeurs l'autre côté. Cela signifie qu'une forte participation palestinienne serait l'une des rares variables capables de modifier de manière significative la carte parlementaire.

Pour Abu Shehadeh, c'est dans ce potentiel que commence le danger. Le camp de Netanyahu bénéficie clairement d'une faible participation palestinienne. Pourtant, Abu Shehadeh soutient que certaines parties du camp anti-Netanyahu, dans leur quête pour obtenir une majorité sioniste qui ne dépend pas des partis arabes, préfèrent également un vote arabe fragmenté ou politiquement contenu.

Cette crainte s'étend aux efforts possibles visant à disqualifier les partis arabes ou les candidats individuels avant les élections. Abu Shehadeh a averti que de telles mesures pourraient ne pas provenir exclusivement des alliés de Netanyahu, arguant que les hommes politiques cherchant à rassembler un gouvernement sans participation arabe pourraient également bénéficier de restrictions à la participation palestinienne indépendante.

Netanyahu, quant à lui, déjà une pression renouvelée sur le Mouvement islamique en novembre 2025 lorsqu'il a interdit "une partie de l'organisation" et a déclaré qu'il travaillerait pour "achever le processus bientôt" – un avertissement clair avec des implications potentiellement graves pour la branche sud d'où Ra'am est issu.

La menace qui pèse sur la participation politique arabe ne dépend toutefois pas uniquement du spectre de la disqualification. Des années d'incitation, de répression, d'exclusion politique et d'escalade de la violence ont contribué à produire quelque chose d'électoralement puissant en soi : le désespoir. Pour Yousef Makladeh, directeur du cabinet de sondage et de recherche Statnet, Netanyahu comprend bien cette dynamique.

"Imaginez si la participation arabe n'était pas de 53 % comme en 2022, mais de 70 %", a déclaré Makladeh. "Netanyahu n'aurait même pas rêvé de former un gouvernement." Mais cette fois, a ajouté Makladeh, Netanyahu ne contrôle pas totalement la situation.

Les citoyens palestiniens votent dans la ville de Tayibe, le 1er novembre 2022. (Activés)

Les citoyens palestiniens votent dans la ville de Tayibe, le 1er novembre 2022. (Activés)

En d'autres termes, la voie la plus viable de Netanyahu pour revenir au pouvoir ne nécessitera peut-être pas de persuader un grand nombre de nouveaux électeurs de le soutenir, mais simplement de veiller à ce qu'un nombre suffisant de citoyens palestiniens restent chez eux. En 2015, Netanyahu célèbrement averti le jour du scrutin "les électeurs arabes se rendent en masse aux urnes", un appel destiné à mobiliser les électeurs juifs de droite. Les campagnes ultérieures ont vu d'autres tentatives visant à décourager le vote arabe, notamment des appels généralisés aux Palestiniens pour qu'ils boycottent les élections de 2019 apparemment lié à des acteurs de droite.

Shirin Younis s'attend à ce que la prochaine campagne de droite s'appuie moins sur un seul slogan explicite que sur la culture d'une atmosphère d'aliénation plus large pour éloigner les Palestiniens de l'activité politique. "À mesure que les élections se rapprochent, nous verrons des tentatives visant à introduire la peur et le désespoir dans la politique arabe afin que les gens n'aillent pas voter", a-t-elle déclaré.

Pour Makladeh, l'extrême droite complique les calculs de Netanyahu. "Netanyahu a moins de contrôle que la dernière fois, car Ben Gvir et Smotrich augmentent leur popularité grâce à ces pratiques d'incitation contre les citoyens palestiniens", a-t-il noté. "C'est leur carburant."

L'extrémisme des partenaires de Netanyahu pourrait donc être à double tranchant. Cela peut renforcer le sentiment que le système politique est irrémédiablement hostile aux citoyens palestiniens, renforçant ainsi leur désengagement. Mais cela pourrait aussi rendre les enjeux impossibles à ignorer, poussant les électeurs qui ont perdu confiance dans les partis arabes à retourner aux urnes simplement pour empêcher un autre gouvernement extrême.

Malgré leurs désaccords stratégiques, Abbas, Abu Shehadeh et Jabareen reconnaissent tous ce danger fondamental : Les citoyens palestiniens s'approchent d'élections au cours desquelles leur vote pourrait devenir plus puissant précisément à mesure que les forces cherchant à affaiblir ou à délégitimer ce pouvoir s'intensifient.

Mais ils ne sont pas d'accord sur la meilleure façon de le défendre. Jabareen considère une liste commune quadripartite comme la réponse la plus forte possible à un gouvernement qui a racisme anti-arabe institutionnalisé. Pour Abu Shehadeh, une liste commune unifiée est également un moyen de préserver le pouvoir politique palestinien indépendant contre les deux camps politiques israéliens. Abbas, quant à lui, soutient que l'unité ne doit pas nécessairement prendre la forme d'une seule liste : deux listes pourraient éviter les attaques mutuelles et coopérer avant et après les élections.

Membres de la liste commune lors d'un vote sur un projet de loi de dissolution du Parlement, à la Knesset, à Jérusalem, le 12 décembre 2019. (Olivier Fitoussi/Flash90)

Membres de la liste commune lors d'un vote sur un projet de loi de dissolution du Parlement, à la Knesset, à Jérusalem, le 12 décembre 2019. (Olivier Fitoussi/Flash90)

La question n'est donc pas de savoir si le vote arabe compte "à peu près" pratiquement tout le monde dans la politique israélienne se comporte désormais comme si c'était le cas. La question est de savoir qui peut le mobiliser et empêcher qu'il ne soit désamorcé.

Les démocrates peuvent-ils 'diriger un véritable changement' ?

Les divisions apparemment insolubles entre Ra'am et les trois autres partis arabes "à peu près" ainsi que l'absence d'un accord final entre Hadash, Balad et Ta'al pour se réunir, alors que la date limite pour soumettre les listes approche à grands pas "à peu près" ce qui n'a fait qu'aggraver les frustrations des citoyens palestiniens' à l'égard de leurs représentants élus. D'autres partis politiques ont senti une opportunité.

Les démocrates, dirigés par Yair Golan, ont commencé à courtiser les électeurs arabes bien avant le début officiel de la campagne électorale. Au cours des derniers mois, le Golan a visité à plusieurs reprises des villes arabes, rencontrant des dirigeants locaux, des militants et des citoyens ordinaires. Il a également intensifié sa sensibilisation en langue arabe, en publiant fréquemment des vidéos et en lançant des vidéos dédiées Instagram et Facebook pages destinées directement aux citoyens palestiniens.

Dans un article récent suite à une visite dans la ville palestinienne de Tamra, après que Yasser Abu Al-Hija, 33 ans, ait été assassiné dans son salon de coiffure, Le Golan a accusé le gouvernement actuel d'être responsable de la

vague sans précédent de criminalité organisée. "Ce gouvernement a abandonné sa responsabilité envers la sécurité personnelle de ses citoyens", a-t-il écrit, promettant que son parti chercherait à prendre le contrôle du ministère de la Sécurité nationale dans le prochain gouvernement et "dirigerait un véritable changement"

Il n'y a rien de nouveau dans la campagne des partis sionistes dans les communautés palestiniennes ; le Meretz et le parti travailliste séduisent depuis longtemps les électeurs arabes. Ce qui distingue cette campagne des démocrates, c'est l'intensité de l'effort, basée sur sa conclusion apparente selon laquelle la frustration face à la criminalité a créé une ouverture électorale.

Cependant, tout au long des visites et des déclarations publiques du Golan, le crime organisé est présenté principalement comme le résultat de la négligence du gouvernement et d'un échec du maintien de l'ordre, tandis que pour de nombreux citoyens palestiniens, La crise est indissociable de décennies de politique d'État à l'égard de la minorité palestinienne. Il reste également à voir si les démocrates traitent les citoyens palestiniens simplement comme des électeurs dont le soutien peut aider à remplacer Netanyahu, ou en tant que minorité nationale luttant non seulement contre la criminalité mais aussi pour parvenir à l'égalité civique et mettre fin à l'occupation israélienne.

Yair Golan participe à un rassemblement contre la guerre à Gaza, sur la place Rabin à Tel Aviv, le 29 mai 2025.  
(Tomer Neuberger/Flash90)

Yair Golan participe à un rassemblement contre la guerre à Gaza, sur la place Rabin à Tel Aviv, le 29 mai 2025.  
(Tomer Neuberger/Flash90)

La liste des démocrates' comprend Somaya Bashir, une Palestinienne de Jatt qui a atteint la 10e place aux primaires du parti, permettant aux démocrates de se présenter comme sérieux dans le partenariat judéo-arabe. Mais certaines positions de Bachir sont également profondément controversées au sein de la société palestinienne, y compris elle soutien à la fonction publique nationale pour les citoyens arabes, ce que beaucoup considèrent comme un effort visant à intégrer les Palestiniens dans les institutions de l'État au détriment de l'identité collective palestinienne.

Abbas n'est pas particulièrement alarmé par la campagne Démocrates'. "Je crois que cela restera très limité", a-t-il déclaré à +972, soulignant que le soutien aux partis sionistes parmi les électeurs arabes lors des dernières élections est resté autour de "10 à 12 pour cent, pas plus"

La plus grande menace, selon lui, est l'abstention. "Ce qui m'inquiète le plus, c'est la tentative d'influencer les citoyens arabes par la punition ou le boycott."

Abu Shehadeh est plus critique. Il considère la crise interne des Démocrates' comme une tentative directe d'exploiter les partis arabes'. "Les démocrates mènent une très grande campagne parce que nous sommes occupés à nous battre les uns contre les autres au lieu de travailler d'une seule voix et de pousser dans une seule direction â€" pour empêcher les partis sionistes de revenir à notre société," dit-il.

'Nous ne brûlerons pas les votes'

Un défi différent vient de A Place for Us All, le nouveau parti judéo-arabe lancé par Debout ensemble dirigeants Rula Daoud et Alon-Lee Green.

Cette décision a marqué un changement important pour Standing Together, qui insistait depuis longtemps sur le fait qu'il s'agissait d'un mouvement populaire plutôt que d'un projet électoral. Cela place également le nouveau parti sur un terrain politique déjà occupé, du moins en principe, par Hadash.

Rula Daoud s'exprime lors d'une conférence de presse pour « A Place For Us All », devant la Knesset à Jérusalem,

le 13 juillet 2026. (Chaim Goldberg/Flash90)

Rula Daoud s'exprime lors d'une conférence de presse pour "A Place For Us All" devant la Knesset à Jérusalem, le 13 juillet 2026. (Chaim Goldberg/Flash90)

Daoud rejette l'idée selon laquelle le nouveau parti se contenterait de recueillir les voix des partis arabes établis. "Nous ne volons pas, comme on dit, aux partis arabes", a-t-elle déclaré à +972. "Nous élargissons le gâteau. Nous atteignons des gens qui ont décidé de ne pas voter parce qu'ils sont déçus par la politique et les politiciens."

Daoud insiste également sur le fait que le parti comprend le risque de gaspiller des voix sous le seuil électoral israélien. "Nous voulons tout faire pour entrer à la prochaine Knesset, mais nous ne brûlerons pas les votes", a-t-elle déclaré, laissant entendre qu'ils se retireront s'ils constatent qu'ils n'atteignent pas le seuil requis.

La question la plus difficile est de savoir ce qu'offre, au-delà du style et de la stratégie d'organisation, A Place for Us All qui est politiquement distinct. Une grande partie de son programme déclaré "partenariat judéo-arabe, fin de l'occupation, lutte contre la criminalité, égalité et justice sociale" recoupe considérablement le programme traditionnel de Hadash. Lorsque j'ai demandé à Daoud ce que le nouveau parti ferait réellement différemment à la Knesset, elle a pour la plupart évité la question et est revenue au point sur l'énergie, l'organisation populaire, et atteindre les gens qui ont perdu confiance en la politique.

Faire venir de nouveaux électeurs n'a aucun sens dans une société où l'aliénation politique est si répandue. Mais il reste à voir si A Place for Us All peut réellement y parvenir, plutôt que de redistribuer les votes au sein d'un camp palestinien déjà fragmenté. Ce qui est sûr, c'est que le parti se concentre dans l'ensemble sur le vote arabe : comme l'a dit Makladeh, pénétrer dans la société juive israélienne et la déplacer vers la gauche est devenu presque impossible.

Makladeh a un jour soutenu que la politique arabe avait peu de place pour un autre parti "mais plus maintenant. "Quand il y a une liste commune, il n'y a de place pour personne", a-t-il déclaré. "Mais quand il y a division, il y a de la place pour chaque nouveau parti, pas seulement pour se tenir ensemble."

En effet, la fragmentation ne se limite pas à risquer de gaspiller des voix en dessous du seuil électoral ou de réduire la participation ; elle crée un espace politique permettant à d'autres acteurs de redéfinir à quoi devrait ressembler la représentation des citoyens palestiniens.

Les plus lus sur +972

Michael Barenboim à la fin d'un concert de Make Freedom Ring. (Jonas Gottfriedsen)

'« En Allemagne, les Juifs qui rejettent le sionisme ne sont pas vraiment considérés comme juifs »'

Des militants israéliens de droite se rassemblent près de la clôture du périmètre de Gaza, lors de la « Marche des milliers », le 19 juillet 2026. (Oren Ziv)

Près de la moitié du gouvernement israélien se joint à la marche promettant des colonies à Gaza

La fumée monte après les frappes aériennes israéliennes à Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza, le 28 décembre 2023. (Yonatan Sindel/Flash90)

'Lavande' : La machine IA qui dirige la série de bombardements israéliens à Gaza

Jabareen, pour sa part, considère cette perspective comme un autre argument en faveur de la construction de l'unité. "Personnellement, je n'ai pas perdu espoir qu'il y aura une liste commune quadripartite", a-t-il déclaré. "La scène politique de la société arabe n'a pas besoin d'un autre parti ; chaque aventure de création de nouveaux partis nuira à notre capacité à faire tomber l'extrême droite."

La bataille autour du vote arabe, en ce sens, ne se déroule plus uniquement au sein de la politique arabe. On se bat de plus en plus autour de cela : Les citoyens palestiniens sont suffisamment puissants pour que pratiquement tous les camps politiques calculent désormais comment mobiliser, contenir, supprimer ou capter leurs votes. Pour les

électeurs comme ceux qui ont répondu à l'appel viral d'Obada Shibly, ce pouvoir rend l'absence d'une liste commune unifiée d'autant plus frustrante.

Lorsque j'ai demandé à Abu Shehadeh comment les partis arabes devraient expliquer leur division à un public pour qui l'unité semble être la réponse évidente, il n'a pas contesté ce cadrage. "Il n'y a rien à expliquer aux gens", a-t-il dit. "Le peuple a raison."